Les Jeunes MR demandent une mobilisation pour faire de l’économie européenne une puissance mondiale

Niveau de pouvoir :

Fédéral, Région, Europe

Catégorie :

Affaires Etrangères

État des lieux :

Le rapport Draghi, publié le 9 septembre 2024 par l’économiste et ancien président de la Banque centrale européenne Mario Draghi, alerte sur le déclin structurel de la compétitivité européenne.

Ce rapport met en évidence le retard croissant de l’Union européenne par rapport aux économies américaine et chinoise, et appelle à des réformes majeures : davantage d’investissements, une réduction de la bureaucratie, une intégration accrue du marché intérieur et une politique industrielle coordonnée.

L’Europe fait face à une fragmentation économique importante : des marchés de capitaux nationaux peu intégrés, une productivité en stagnation, une capacité d’innovation

insuffisante et des obstacles réglementaires trop lourds pour les entreprises.

Draghi estime les besoins d'investissements supplémentaires à plus de 800 milliards d'euros par an, soit environ 5 % du PIB européen.

Certains États autoritaires, notamment la République populaire de Chine, abusent des règles obsolètes de l'OMC en leur faveur, subventionnent massivement leurs produits et inondent les marchés européens, tout en protégeant leur marché intérieur.

À cela s'ajoutent les nouveaux tarifs américains, visant notamment l'acier, l'aluminium, les véhicules électriques et certaines technologies vertes. La politique économique de Donald Trump, marquée par un protectionnisme agressif, une remise en cause des institutions multilatérales et une volonté de réindustrialisation ciblée, constitue un défi stratégique pour la compétitivité européenne, certes moins dangereux que la menace chinoise, mais tout autant déterminant pour la souveraineté économique de l'Europe.

La Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a intégré certaines recommandations du rapport Draghi dans le programme de travail 2024–2029, reconnaissant la nécessité urgente d'une action coordonnée.

Motivation de la proposition :

L'Union européenne accuse un retard économique préoccupant et décroche face aux États-Unis et à la Chine en productivité, innovation et attractivité. Sans réaction, l'Europe risque d'entrer dans une période de « lente agonie ». Le marché intérieur est fragmenté. Les marchés restent trop nationaux, ce qui limite l'accès au capital, freine les investissements et empêche l'émergence de champions européens. L'Union Européenne est dépendante stratégiquement et énergétiquement. L'Europe doit réduire ses dépendances pour retrouver une sécurité économique, y compris vis-à-vis de partenaires théoriquement alliés. La coopération économique entre démocraties libérales est essentielle pour promouvoir un

commerce fondé sur les libertés, les droits humains et l'État de droit. Une transition écologique bien gérée peut renforcer la compétitivité européenne ; mal gérée, elle pourrait accélérer notre déclin. Certains États autoritaires font preuve de plus en plus d'abus. La Chine subventionne massivement ses entreprises, faussant la concurrence mondiale et menaçant les industries européennes.

Proposition concrète :

Accélérer et achever la construction d'un véritable Marché intérieur européen unifié, en supprimant les barrières inutiles, en harmonisant les normes essentielles et en facilitant la libre circulation des biens, services, capitaux, talents et travailleurs.

Renforcer massivement l'intégration économique européenne afin de faire du marché intérieur le moteur principal d'innovation, de croissance et de productivité.

Lancer un véritable "Choc d'investissements européens", mobilisant secteurs publics et privés, pour atteindre les 800 milliards € annuels nécessaires dans les secteurs stratégiques (infrastructures, IA, défense, spatial, innovation, énergie, deeptech).

Réduire drastiquement la bureaucratie européenne et nationale, notamment via un One In – Two Out Rule, afin de libérer l'esprit d'entreprise et de réduire les charges qui pèsent sur les startups et PME.

Créer un cadre réglementaire réellement pro-innovation, moderne, flexible et propice à l'émergence de nouvelles technologies et de nouveaux modèles industriels.

Moderniser en profondeur le droit européen de la concurrence, en intégrant les enjeux de souveraineté économique, de compétitivité globale et de productivité.

Adopter une approche "croissance & innovation" dans le contrôle des fusions, tout en refusant le dirigisme industriel basé sur des choix politiques arbitraires.

Mettre en place une Stratégie européenne d'Autonomie Compétitive, reposant sur l'innovation, la production européenne, l'investissement privé et la liberté d'entreprendre à l'opposé du protectionnisme.

Créer un Fonds européen pour l'innovation de rupture, soutenant les technologies stratégiques (IA, quantique, biotechnologies, batteries, cyberdéfense, spatial) avec un accès simplifié aux PME et startups.

Développer une politique industrielle européenne ambitieuse dans les technologies propres, sans sacrifier les filières industrielles existantes. La transition doit être rationnelle, compatible avec la compétitivité, la souveraineté et le bien-être des Européens.

Intégrer pleinement l'énergie nucléaire comme pilier de la compétitivité européenne, garantissant sécurité énergétique, stabilité des prix et décarbonation réelle.

Réformer la fiscalité européenne en faveur de la croissance, notamment via :
-une réduction de la pression sur les entreprises innovantes ;
-des incitants fiscaux à l'investissement privé ;
-un soutien accru aux PME exportatrices.

Compléter l'Union bancaire et créer une véritable Union des marchés de capitaux, afin de faciliter l'accès au financement pour toutes les entreprises européennes.

Renforcer les mesures de défense commerciale contre le dumping et les subventions massives d'États autoritaires, tout en préservant un marché compétitif.

Prendre pleinement en compte les nouveaux tarifs américains, car ils constituent une menace stratégique pour la souveraineté et la puissance économique de l'Union.

Créer un Conseil européen de la productivité, chargé d'évaluer, comparer et stimuler les réformes nationales visant à réduire l'écart de productivité avec les États-Unis.

Développer un Erasmus des compétences et de l'apprentissage, afin de renforcer la mobilité, combler les pénuries de main-d'œuvre et améliorer l'employabilité des jeunes Européens.

Faire de l'Europe un géant industriel de la défense, en stimulant la production européenne, en favorisant les achats communs et en soutenant l'émergence de champions européens.

Motion déposée par :

GT International, immigration et affaires étrangères et européennes